



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément  
Fonction publique à  
CPS n°101bis  
20 juin 2006

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE  
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

## Le gouvernement annonce 15 000 suppressions de postes de fonctionnaires tandis qu'un nouveau projet se prépare contre la jeunesse : le Service Civique Obligatoire (S.C.O.)

Villepin vient de signer les lettres de cadrage préparant le budget 2007 : l'État devra supprimer 15 000 fonctionnaires dont 8500 dans l'Éducation Nationale et 3000 aux Finances. Ces milliers de suppressions de postes, par non remplacement de tous les départs à la retraite, s'ajoutent aux milliers suppressions de postes organisées depuis quelques années. En même temps, le gouvernement renforce l'appareil d'État, police et armée.

Quelques semaines après la sévère défaite que lui a infligée la mobilisation, le contraignant à retirer le CPE, Chirac et son gouvernement n'en poursuivent pas moins leur offensive contre les travailleurs. Ce qui les y autorise, c'est que les dirigeants des organisations ouvrières (ceux du PS et du PCF comme ceux des syndicats) ont refusé d'exiger le départ de Chirac et de sa « majorité ». F. Hollande vient une nouvelle fois de déclarer : « *la majorité peut gouverner jusqu'en 2007* ». C'est un « feu vert » donné à Chirac, Villepin et l'UMP.

Ainsi Christine Boutin (UMP) vient de déposer un projet de loi contre la jeunesse : le projet de Service Civique Obligatoire. Ce projet prétend obliger tous les jeunes à **travailler gratuitement pour l'État, pendant trois à douze mois**. Ce travail obligatoire non payé serait contrôlé par les préfetures. Il concernerait **tous les jeunes de 18 à 35 ans. Ce projet reprend celui que Bayrou a tenté de faire passer, en février, avec le CPE.**

Pourquoi les jeunes ? Les auteurs de ce projet en donnent la raison : « *les récurrentes violences de ces derniers mois* » montreraient, selon ces députés, qu'il faut contraindre les jeunes à « *redécouvrir les bienfaits de la solidarité* » ! Mais qui sont les responsables de la violence ? Les jeunes ou bien ceux qui organisent le chômage et la misère ? Ils veulent en réalité « un service citoyen » à la place du service militaire supprimé en 1996, car ils veulent une jeunesse docile, une jeunesse qui ne se révolte pas. Et ils veulent que les jeunes fournissent un travail gratuit : les réquisitionnés du Service civique devraient en particulier faire du soutien dans les écoles alors que le gouvernement supprime des milliers de postes d'enseignants. (Il a également liquidé les dizaines de milliers de surveillants, MI et SE, qui permettaient à des étudiants d'origine modeste de se payer leurs études). Ces réquisitionnés devraient aussi « aider » dans les hôpitaux alors qu'il faut y créer massivement les postes nécessaires.

### **Pour l'unité de toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats.**

Or nombre de députés du PS et du PCF soutiennent un projet analogue. Le PS a également introduit un Service Civique Obligatoire dans son projet électoral. Ceci n'est pas admissible. Qui peut accepter que l'on détruise des postes par milliers et que l'on prétende pallier à de telles suppressions en obligeant la jeunesse à effectuer un travail gratuit (ou accompagné d'une « indemnité ») ?

Que le PS et le PCF cessent de soutenir l'UMP et l'UDF ! **Qu'ils renoncent au S.C.O. !**

**Pour imposer le retrait de ce projet, l'unité de toutes les organisations syndicales ouvrières, du PS et du PCF, doit être réalisée sur les exigences suivantes :**

- **contre toutes les suppressions de postes, remplacement de tous les départs à la retraite !**
- **rétablissement de tous les postes supprimés (enseignement, finances...) depuis 2002 !**
- **contre tous les projets de service civique obligatoires, et pour le retrait de ces projets !**

Cesser de soutenir le gouvernement implique également que les organisations syndicales boycottent le Conseil supérieur de la fonction publique du 3 juillet qui doit mettre en œuvre la « loi de modernisation » de la Fonction publique, modernisation qui organise les suppressions massives de postes.